

Comprendre la lutte contre le blanchiment d'argent dans l'immobilier : un aperçu complet du webinaire

19 mai 2026 • 18:01 •

Intervenant 1 :

Oui. Bien joué. Oui. D'accord.

Intervenant 2 :

Bonjour à tous, et bienvenue. Merci d'être là. On va attendre encore quelques minutes que tout le monde se joigne. Pendant ce temps, je fournirai les instructions dans le chat où vous pourrez avoir des sous-titres dans votre propre langue. Je l'espère, du moins. Vous pouvez donc regarder le webinaire, qui se déroulera entièrement en anglais avec des sous-titres dans votre propre langue. Et je vous demande encore quelques minutes avant que tout le monde ne rejoigne.

Encore une minute.

Intervenant 1 :

Encore une minute. Attends.

Intervenant 2 :

D'accord. Le reste des gens rejoindra plus tard. Alors merci à tous d'être là. La lutte contre le blanchiment d'argent dans l'immobilier est exactement là où l'industrie devrait s'attendre en ce moment. La réunion se déroulera en anglais. J'ai déjà mis les instructions pour activer les sous-titres dans votre propre langue afin que vous puissiez

les suivre dans votre langue maternelle. L'objectif de cette réunion est d'expliquer ce que signifie réellement la lutte contre le blanchiment d'argent, de répondre aux questions sur la gravité à prendre en charge de vos obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, et d'être prêt pour les grands changements liés à la lutte contre le blanchiment d'argent en 2027. Nous visons à ce que ce webinaire dure environ une heure avec une séance de questions-réponses à la fin.

Vous êtes donc tous très encouragés à poser vos questions dans le chat à l'heure qui vous convient. Je les collecterai, et à la fin, nos experts y répondront. Passons donc à autre chose. Qui sont aujourd'hui nos intervenants et experts ? Tout d'abord, chez LexisNexis Risk Solutions, nous avons Vincent Goudel. Vincent, bienvenue. Il est l'un des principaux experts mondiaux en conformité en matière de criminalité financière, et son rôle est de suivre ce qui attend les industries de régulation anti-blanchiment d'argent de l'UE avant même qu'il n'arrive réellement.

C'est donc à peu près la personne à qui poser des questions sur n'importe quel sujet. Il a récemment animé une session sur les sanctions de l'UE au Parlement européen, en fait. Alors je vous en prie, Vincent. Merci d'être là.

Intervenant 3 :

Merci de m'avoir invité. Bonjour à tous. Merci d'avoir participé. J'ai hâte de la discussion.

Intervenant 2 :

Oui, merci. À ses côtés, nous avons bien sûr Geert Dielinckx, PDG et fondateur d'OptimSys, une entreprise qui opère dans l'immobilier avec

plus de 35 000 professionnels sous son égide et plus de 70 ans d'expérience dans le secteur. Sous OptimSys figure bien sûr Immsurance, la première plateforme verticale spécialement conçue pour l'immobilier. Merci d'être avec nous, Geert.

Intervenant 1 :

Merci beaucoup, Julian. Bon, commençons. Merci pour la présentation et bienvenue à tous. Merci de vous joindre et de prendre le temps de vos journées chargées. Je suis sûr qu'il est tard pour certaines personnes à cause des changements d'horaire, des décalages horaires, mais j'espère que cela en vaut la peine, et nous essaierons d'être aussi brefs que possible sur le sujet. Alors je ne vais pas te tuer avec PowerPoint aujourd'hui. Nous allons simplement parcourir une partie du film, et l'intention est aussi que je vous montre quelques éléments en direct depuis la plateforme pour que vous puissiez vous faire une idée de ce à quoi cela ressemble vraiment.

Maintenant, deux questions pour commencer. À quel point avez-vous besoin de prendre vos obligations AML au sérieux ? Eh bien, je suppose que parce que tu es là, tu sais que tu dois les prendre très au sérieux. Ce n'est même pas une question, et vous devriez l'être depuis 25 ans si vous êtes dans l'immobilier depuis au moins depuis aussi longtemps. Parce que les agences immobilières sont devenues des entités obligées à la fin de 20... Désolé, 2001. Donc, il y a presque 25 ans.

Donc, les gens qui pensent encore que leur avocat, leur notaire ou leur avocat va s'en occuper, eh bien, ils ont manqué cette balle depuis longtemps maintenant. Comment ont-ils pu s'en sortir si longtemps ? Eh bien, cela a aussi une explication et nous allons aussi expliquer pourquoi cela va changer radicalement dans l'année à venir. La

deuxième question est : êtes-vous prêt pour ces grands changements qui arrivent en 2027 ?

Ce sont des changements déjà approuvés, et ils arrivent. Il n'y a aucun doute là-dessus. Mais est-ce vraiment la question, si vous êtes prêt à y répondre ? Et c'est quelque chose que je veux remettre en question aujourd'hui afin que tout le monde soit sur la même longueur d'onde. Tout d'abord, si l'on parle de blanchiment d'argent, il y a encore une certaine incertitude dans la tête des gens sur ce qu'est réellement le blanchiment d'argent. Est-ce que c'est en utilisant un peu d'argent liquide que j'ai dans mon matelas et je vais acheter une propriété avec ça, ou c'est quoi vraiment ?

En gros, le blanchiment d'argent est considéré comme l'utilisation de fonds illégaux, puis pour les purifier par des transactions, souvent des transactions complexes sous différentes formes, puis pour réinvestir cet argent désormais propre principalement dans l'immobilier. Parce que c'est le moyen de déplacer de grandes sommes d'argent. Et, fait intéressant, dans les statistiques que nous voyons, plus de 80 % du blanchiment d'argent se produit dans le secteur résidentiel, et non dans le secteur commercial.

Ce sont donc vraiment ces petites transactions, si l'on peut les appeler petites avec les prix que nous voyons aujourd'hui, bien sûr. Mais ce sont ces petites transactions et leur quantité qui sont essentiellement la cible pour ces criminels de blanchir de l'argent. Bien sûr, il y a aussi des propriétés de luxe dans les fourchettes supérieures, etc., qui s'y trouvent. Maintenant, trois étapes sont identifiées. La première, nous l'appelons le placement.

C'est à ce moment-là que l'argent sale est introduit dans un système financier. Cela peut se faire par des dépôts en espèces à droite et à gauche dans plusieurs banques, les transferts, les gains au casino, la conversion des jetons en argent, etc. Lors de la deuxième étape, on passe à ce que nous appelons la phase de superposition, qui consiste à déplacer ces fonds, souvent entre différents pays, différentes monnaies, changements, etc., ce qui rend très difficile d'identifier la véritable source de cet argent.

Et une fois que cela est intégré dans le système, cela ressort comme de l'argent propre, ce qui est très difficile à vérifier, puis réinjecté dans l'économie légitime par l'achat de biens immobiliers et d'autres types d'investissements. Donc, si quelqu'un n'est pas clair, c'est surtout de cela qu'il s'agit le blanchiment d'argent. Bien sûr, c'est une façon très générique de le dire, mais c'est le processus qui se passe. Maintenant, si vous regardez la situation passée, présente et future du blanchiment d'argent, alors les obligations existent pour tout le monde, pour chaque professionnel de l'immobilier.

Ce n'est pas parce que c'est une entreprise à un, deux, trois ou cinq personnes que cela ne s'appliquerait pas à vous. Non, c'est pour tout le monde. Maintenant, à gauche, les obligations actuelles, il y a un peu d'histoire de la directive actuelle sur la lutte contre le blanchiment d'argent qui avait été adoptée par des versions différentes.

Actuellement, nous en sommes à la sixième édition de cette édition, approuvée en 2024 et qui est actuellement active. Mais ce qui nous préoccupe le plus, c'est le côté droit, c'est-à-dire les changements futurs, qui, soit dit en passant, ont également été approuvés.

Vous voyez déjà qu'il y a un nom, AMLA est l'Autorité anti-blanchiment d'argent basée à Francfort. C'est une entité créée par la Commission

européenne pour gérer principalement tout ce qui concerne la régularisation de la lutte contre le blanchiment d'argent. Ce n'est donc pas une évolution de ce que nous voyons ici. L'introduction de l'AMLR est en réalité un changement complet car il ne s'agit pas seulement de nouvelles règles qui vont être mises en œuvre, mais aussi de toute l'approche et des entités qui la contrôlent.

Donc, si par le passé vous vous dites : « Eh bien, ça va parce que je n'avais aucun contrôle sur mes FIU dans mon pays », cela va bientôt changer car les règles que l'AMLA établit conformément aux FIU dans chaque pays vont changer radicalement et augmenter considérablement les probabilités d'audit. Vous voyez donc aussi quelques chronologies ici. C'est une chronologie continue avec des nouveautés.

Vous voyez les dates en juillet 2026. Vous voyez les dates de juillet 2027. C'est en fait à ce moment-là que la réglementation AMLR de l'AMLA entre en vigueur, mais elle se poursuit plus tard en 2029, lorsqu'ils auront un point d'accès unique à toutes les informations immobilières. C'est très intéressant de voir ce qui change et à quel point c'est dramatique. Donc, si nous ne sommes pas tout à fait sûrs aujourd'hui de ce que je dois faire exactement, imaginez ce qui va se passer quand ce grand changement aura lieu.

Beaucoup de gens seront totalement perdus, et c'est quelque chose que nous essayons d'éviter et nous essayons de donner à l'industrie immobilière les moyens de gérer cela et au moins de se rapprocher autant que possible de la conformité, sans avoir à subir de lourdes amendes et un autre préjudice à leur réputation s'ils ne respectent pas les règles. Cela dit, avant de continuer, j'aimerais que Vincent dise quelques mots car nous connaissons peut-être quelque chose à la lutte

contre le blanchiment d'argent, mais quand on parle de LexisNexis, c'est l'une des entreprises internationales les plus reconnues, sinon la plus reconnue en matière de risque, de digitalisation et de la manière d'y faire face et d'atténuer les risques, et cetera.

Cela dit, je ne vais pas enlever votre discours ici. Vincent, vas-y, raconte-nous-en.

Intervenant 3 :

Merci beaucoup, Geert, pour cette introduction puissante. Et je vais renforcer certains de vos points. Vous avez fait un excellent travail pour résumer l'immense travail en cours au niveau de l'UE. Mais je veux dire, un message important à faire passer est que, si la LBC est un problème ancien, elle reste largement non résolue, et c'est vraiment ce qui motive les récentes innovations réglementaires au niveau européen.

Et en réalité, un mot à ce sujet, il y a deux objectifs pour le paquet LBQ de l'UE. La première est de vraiment égaliser les chances de jeu entre les États membres de l'UE. Nous constatons encore qu'actuellement, si l'on regarde le niveau d'efficacité, de maturité technique du cadre AML dans l'UE, reste assez divergent dans l'Union. Et deuxièmement, comme je l'ai dit, c'est un problème non résolu, donc nous devons faire un meilleur travail en tant qu'écosystème, en tant qu'écosystème AML.

Nous devons obtenir de meilleurs résultats contre l'argent illicite, n'est-ce pas ? Et donc, oui, il faut vraiment comprendre pourquoi nous avons toutes ces règles. L'une des raisons est que l'exposition au risque est énorme et énorme, eh bien, pour l'usage actuel, elle est aussi énorme pour le professionnel de l'immobilier. Comme vous l'avez dit, Gert, les professionnels de l'immobilier sont une entité obligée depuis

longtemps. Mais oui, avec le package AML, ce ne sera pas qu'un concept théorique.

Il y aura plus de supervision, comme tu l'as mentionné, mais des attentes vraiment plus élevées. Et donc, oui, nous avons pensé qu'avant de parler d'outils, de processus, etc., il fallait vraiment parler de l'exposition au risque et de tout le travail réglementaire en cours. La raison pour laquelle les professionnels de l'immobilier sont si exposés et pour laquelle c'est si attractif pour les réseaux criminels, eh bien, la première raison est que l'immobilier permet d'investir des sommes très importantes dans une seule transaction.

Une autre raison est que l'immobilier est une classe d'actifs stable. On attend souvent qu'elle préserve ou augmente sa valeur avec le temps. Et troisièmement, je pense qu'il est juste de dire que les transactions immobilières peuvent impliquer une structure complexe. Il y a souvent des structures d'entreprise complexes, des accords de nommée ou ce genre de véhicules offshore complexes qui peuvent être utilisés pour acquérir des biens, mais il peut y avoir un cas d'usage très important pour ces structures, mais elles peuvent aussi être utilisées ou mal utilisées, d'ailleurs, pour dissimuler les véritables propriétaires bénéficiaires ou la véritable source de fonds.

Et j'ai inclus quelques documents réglementaires récents qui mettent vraiment en lumière la visibilité du secteur immobilier, n'est-ce pas ? L'UE décrit ce secteur comme étant significativement exposé aux risques de blanchiment d'argent. Le Trésor américain, via FinCEN, a mis en garde contre les risques d'évasion des sanctions. Ils ont montré des exemples d'élites russes ou de leurs proxies cherchant à échapper aux sanctions en acquérant ou en vendant également des actifs immobiliers.

Donc, en réalité, cette diapositive vise vraiment à montrer que les risques ne sont pas abstraits. On voit aussi vraiment des exemples de surveillance réglementaire sur le secteur. Vous voyez des exemples d'amendes, de diverses actions de supervision contre le secteur. Le message est donc assez clair. Le message n'est pas que chaque transaction soit suspecte, mais le message est que les professionnels de l'immobilier sont perçus comme des gardiens très importants par les régulateurs.

Et la raison est qu'en tant que secteur, vous êtes proche des actifs eux-mêmes, des transactions, et oui, vous êtes vraiment en première ligne pour repérer certains signaux d'alerte ou indicateurs de risques. C'est pourquoi nous voyons de plus en plus les régulateurs attendre que le secteur identifie de manière proactive ces signaux d'alerte, cherchant activement des indices que des fonds illicites sont impliqués dans des transactions immobilières.

Si nous passons à la diapositive suivante et que nous continuons vraiment sur ce sujet, il y a un focus clair sur les gardiens. Comme je l'ai dit, l'immobilier est décrit comme des gardiens par les régulateurs sur cette étagère. Et je pense qu'il est juste de dire que lorsque les gens pensent à la LBC, ils pensent souvent d'abord aux banques ou au secteur financier dans son ensemble. Et il est vrai de dire qu'historiquement, les banques ont été les acteurs les plus fortement supervisés.

Mais aujourd'hui, nous voyons que cette vision est probablement un peu trop étroite et que l'examen s'étend bien au-delà du secteur financier. Ce que vous avez à gauche est ce que j'ai appelé des problèmes brûlants en AML. C'est donc un extrait de l'évaluation des

pays menée par le Groupe de travail sur l'action financière. Pour ceux qui ne connaissent pas le GAFI, ils sont en réalité les normes internationales pour la LBC, et ils évaluent la conformité des pays aux normes LBC, aux règles AML.

Si vous regardez le pire item parmi les standards du GAFI, vous voyez certains thèmes clairs qui émergent comme étant les plus, eh bien, disons-le, moins bien traités. Elles incluent la surveillance et la réglementation appliquées à ces professions de gardiens, les dits DNSBP, ou Entreprises et Professions Non Financières Désignées. C'est là que les professionnels de l'immobilier sont placés selon les normes du GAFI.

Il y a un autre problème majeur si l'on regarde les notations du GAFI, qui concerne la transparence de la propriété effective des entités juridiques et des arrangements juridiques. Je vais garder ça simple. Le message clair de ces évaluations pays du GAFI est que le GAFI va appeler les pays à appliquer une réglementation plus stricte, un contrôle accru et vraiment une pression plus forte sur les professions non financières, parmi elles, comme je l'ai dit, les professionnels de l'immobilier.

Attendez-vous donc à plus de règles et à plus de surveillance de la part de vos régulateurs locaux à l'avenir. C'est parce que le GAFI exige une telle pression. D'accord, je pense qu'on peut passer au suivant. Je garde ça léger ici. Il y a, je pense, un changement important en cours dans l'industrie et un message vraiment important à transmettre. Ce que nous observons avec le paquet AML de l'UE, ce n'est pas seulement un changement des anciennes règles vers de nouvelles.

Ce qui se passe sur le marché est vraiment un changement de paradigme. C'est un changement entre une approche à cocher des cases et simplement respecter les règles et avoir ces bonnes politiques sur les étagères, etc. Eh bien, c'est maintenant compris comme insuffisant pour vraiment riposter et dissuader l'argent illicite. Ce sur quoi les régulateurs se concentrent vraiment aujourd'hui, ce sont les résultats, et ce qu'ils attendent vraiment du secteur privé dans son ensemble, ce sont des résultats contre la criminalité financière.

Ainsi, les mesures préventives devraient vraiment permettre d'empêcher l'entrée d'argent illicite dans le système financier. Les transactions suspectes doivent être détectées et signalées, afin d'avoir des informations utilisables aux FIU pour qu'elles puissent les poursuivre, enquêter, poursuivre et, finalement, récupérer de l'argent illicite. Donc, avoir des règles en soi ne suffit pas. Je vais donc prendre l'exemple des limitations de vitesse. Si vous avez le panneau tout juste mis en place, cela ne suffit pas à garantir que les règles sont respectées ou à atteindre le résultat souhaité.

Il faut qu'il y ait des règles au ciel, eh bien, bien sûr, il faut les règles là-dessus, non ? Mais on ne peut pas supposer, et on ne peut pas espérer que tout le monde respecte la règle. Pour que ces règles soient efficaces en pratique, il faut deux éléments précis. D'abord, la supervision réelle, donc des personnes surveillant le respect de la règle, n'est-ce pas ? Donc il y aura un policier qui surveillera ta vitesse quand tu conduiras sur cette route, non ?

Et en fin de compte, et je pense plus important encore, il faut s'attendre à ce que si vous enfoncez les règles, des sanctions dissuasives soient associées aux lacunes. Ainsi, lorsque la police vous intercepte, vous devez être certain que vous serez effectivement condamné à une

amende et que votre permis de conduire risque potentiellement d'être retiré. Il faut avoir de la dissuasion. Il faut avoir un fort intérêt pour que tous les professionnels du secteur privé s'y conforment.

Et c'est vraiment de cela qu'il s'agit l'AMLA. Ils renforcent vraiment la supervision basée sur les risques et rendent les sanctions dissuasives en cas de violation. Je pense donc qu'à présent, il devrait être évident qu'il est vraiment important pour vous, eh bien, de chercher des moyens d'améliorer l'efficacité et comment équiper votre organisation de meilleurs contrôles, et oui, d'aider vraiment à orienter votre approche basée sur le risque et à détecter ce qui est suspect et ce qui doit être signalé.

Donc je pense que oui, je vais passer rapidement en revue parce que vous voulez tous en apprendre davantage sur la plateforme que Gert a pour vous guider, et vous voulez voir la démo. Mais je pense qu'il est juste de dire que pour atteindre ces résultats et être efficace, il faut un programme large. Cela demande beaucoup de choses. Mais je veux insister sur les contrôles de filtrage, car les contrôles, bien sûr, ne suffisent pas en eux-mêmes, mais ils constituent une base.

Ils constituent une base clé pour que vous ayez vraiment un ensemble éclairé de mesures préventives. Comme l'a dit Gert dans l'introduction, chez LexisNexis Risk Solutions, nous sommes dans le secteur depuis des décennies. Nous travaillons avec la plus grande organisation et les institutions financières mondiales, offrant des solutions leaders sur le marché. Et par solutions, j'entends essentiellement trois piliers complémentaires. La première, ce sont les données.

Nous construisons et maintenons un ensemble complet de données de liste de surveillance, qui incluent des listes de sanctions, des données

sur les personnes politiquement exposées, des informations médiatiques défavorables correspondant à la gamme des crimes fondamentaux pertinents pour que vous puissiez réellement les détecter. En plus de ça, j'aime décrire les données de la liste de surveillance comme le carburant, mais il faut un moteur pour accompagner ce carburant, non ? Et les moteurs de filtrage sont vraiment un facteur important et différenciant pour les contrôles de filtrage.

Nous disposons, encore une fois, d'outils de sélection de pointe qui vous permettent vraiment de détecter ce qui est pertinent à détecter. Cela demande une logique floue de correspondance. Cela demande des outils haute performance, un certain degré de configuration pour vraiment correspondre à l'évaluation des risques ou à ce que vous souhaitez détecter ou non. Et au final, nous connaissons tous le problème des faux positifs avec des logiques de correspondance floue. La réduction des faux positifs est également un ensemble de capacités que nous proposons sur le marché.

Tout cela est soutenu et entretenu par une équipe de professionnels très expérimentés et expérimentés. Encore une fois, après avoir travaillé avec la plus grande organisation au monde, nous avons construit et développé une expertise inégalée, vraiment, dans le domaine des contrôles de contrôle. Donc oui, je pense qu'il est juste de dire que nous sommes un bon partenaire pour offrir le meilleur de la catégorie en matière de contrôles.

Intervenant 1 :

Oui, et parfois ce que j'entends—

Intervenant 3 :

Je me suis arrêté là ?

Intervenant 1 :

Oui. Ce que j'entends aussi, Vincent, c'est : « Oui, mais on utilise déjà un outil », etc. Et puis vous demandez aux gens : « Eh bien, oui, qu'est-ce que vous vérifiez dans l'outil ? » « Eh bien, environ 100 sources que nous vérifions. » Et puis, quand nous parlerons à LexisNexis et à ce que nous avons passé avec vous, d'après ce que je comprends, nous vérifions plus de 2 000 sources. Donc, ces outils et outils ne sont clairement pas les mêmes, et la qualité des services qui sous-tendent l'outil, comme vous l'avez dit, le moteur, le carburant et tout ce genre de choses, composent la proposition que nous avons sur la table pour vous assurer que vous vous approchiez autant que possible de faire votre diligence maximale raisonnable, ce que la loi décrit dans ce que vous devez faire est en réalité maximisé grâce à ce type d'outils et de services via LexisNexis.

Oui.

Intervenant 3 :

Absolument. Juste pour vous donner un chiffre, si je peux me permettre.

Intervenant 1 :

Oui.

Intervenant 3 :

Nous avons une équipe de plus de 400 analystes qui surveillent ces sources, jour et nuit, 24h/24. Nous avons des équipes opérant selon le

modèle suivant le soleil, plus de 400 personnes. Je ne me souviens plus combien de langues ils parlent, mais oui, c'est une opération massive pour maintenir toutes ces sources.

Intervenant 1 :

Oui.

Intervenant 3 :

En réalité, tout cela est conçu pour fournir des renseignements pertinents au risque pour—

Intervenant 1 :

Exact

Intervenant 3 :

... Agences mondiales.

Intervenant 1 :

Eh bien, merci, Vincent. Permettez-moi de continuer maintenant car je pense qu'il faut zoomer et, comme je l'ai dit, aller à la démonstration en direct pour examiner certains des risques et des défis auxquels l'industrie immobilière est confrontée en ce moment. Supposons que les gens soient conscients et qu'ils sachent qu'ils doivent se conformer, etc. C'est peut-être déjà une grosse hypothèse pour certaines parties de l'industrie. Mais supposons, car si vous ne commencez pas par là, si vous ne comprenez pas que vous devez agir, alors vous ne chercherez pas de solution pour y arriver, et vous allez vous retrouver les yeux bandés contre un mur et rencontrer de sérieux problèmes.

Nous y reviendrons aussi dans un instant. En supposant qu'il y ait effectivement cette prise de conscience, ce que nous avons aussi observé sur le marché et lorsque nous avons parlé à de nombreux pays et à de nombreuses représentations, à de nombreuses grandes entreprises à travers l'Europe, le problème ne semble pas être tant que les gens ne sont pas prêts à faire quoi que ce soit. Ce n'est pas tant à propos de ça. Et je ne parle pas seulement des propriétaires d'entreprises.

Ils travaillent déjà très dur, et ils font leur travail du mieux qu'ils peuvent. Ils les font bien. Donc je ne manque pas vraiment d'effort pour parler. Mais si vous ne comprenez pas à quel point c'est grave et ce que vous devez vraiment faire, eh bien, alors vous manquez une partie de ce que vous cherchez dans une solution. Nous allons donc examiner cela, pourquoi nous pensons que le vrai défi, surtout lorsque nous passons à l'AMLR, n'est pas tant que nous ne savons pas ou que nous sommes incompetents, etc.

Même lorsque vous utilisez de bons outils, cela peut ne pas suffire. Et par cela, nous avons identifié que l'architecture est vraiment la source d'inquiétude ici. Et par architecture, je parle de l'architecture à la fois technologique et organisationnelle, le modèle de la façon dont les entreprises gèrent cela. Donc, généralement, quand on a une prise de conscience qui commence dans une entreprise, des entreprises, oui, eh bien, je sais que je dois agir.

Je dois vérifier mes clients. Non? Ils vont donc faire beaucoup de choses manuellement au départ. J'ai parlé à des gens qui disent littéralement : « Eh bien, d'où tirent-vous vos informations ? » « Eh bien, on fait quelques recherches sur Google, on va sur les réseaux sociaux, etc. » Eh bien, bonne chance de trouver cela car on ne sait

jamais la personne qui, même si elle est assise devant vous, connaît son histoire, où elle a été toute sa vie, en train de faire des transactions, en faisant des choses ou non.

Cela peut arriver n'importe où dans le monde. Bonne chance si vous commencez à chercher via les moteurs de recherche et les réseaux sociaux. Ça ne ferait tout simplement pas l'affaire. C'est donc la première étape où les gens disent : « Très bien, je suppose que je dois simplifier cela parce que si je fais toutes ces recherches et si je veux vraiment aller sur des centaines et des centaines de sites que je dois vérifier, si je vais le faire, cela va me prendre beaucoup de temps. Donc je vais mettre en place le premier outil. » Le premier outil est donc mis en place.

Souvent, il s'agit d'un outil simplifié de KYC car les gens croient encore aujourd'hui que la lutte anti-blanchissage d'argent, les obligations AML, relève uniquement du KYC. Eh bien, ce sera un réveil demain parce que ce n'est absolument pas exact. Donc, après avoir eu ce premier outil, ils commencent à réaliser qu'il y a des contrôles internes que nous faisons. Ce n'est pas tout ce que ça devrait être, ils doivent donc renforcer leur KYC. Donc, ce qu'ils font, c'est ajouter quelques procédures.

Peut-être qu'ils changent un outil, ça pourrait l'être. Mais aussi d'autres activités pour améliorer le KYC, peut-être plus rapide, plus en profondeur et plus large, etc. Maintenant, l'audit apparaît. Il y a un auditeur, et il commence à regarder ce que vous faites. Et évidemment, l'auditeur va dire, eh bien, chaque auditeur aura des remarques. Personne ne dira jamais : « Eh bien, tu fais ça parfaitement. » Ce n'est tout simplement pas le cas.

Un audit a généralement lieu s'il n'y a pas de violations, il y a des recommandations. Alors, suivant les recommandations, que devons-nous faire ? Eh bien, on va remonter la foule. Un autre processus arrive, un autre logiciel, un autre ceci, un autre cela. Exact. L'architecture continue de croître et de croître, et plus important encore, ce que nous voyons, c'est que les données sont dispersées. C'est réparti dans différents fichiers Excel, dans différents outils, dans un stockage cloud, peut-être sur papier, photocopies, PDF, etc.

Toutes ces choses se font de manière décentralisée, et je ne parle même pas de la conformité au RGPD car il y a aussi une composante RGPD dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Donc, si vous avez des données éparpillées partout, eh bien, oubliez le RGPD. Mais oubliez aussi l'information centralisée. Ainsi, l'information centralisée est nécessaire non seulement pour être conforme au RGPD, non seulement pour que tout soit disponible lors d'un audit, mais aussi pour s'assurer que tous les acteurs impliqués dans les différents processus de l'entreprise aient la même vision des mêmes données.

Donc on ne peut pas avoir cela dans une décentralisation. Ensuite, la réglementation intervient. 2027 arrive. Boom, ils passent d'environ 50 articles à plus de 100. Le règlement est élargi. Tout le monde doit faire de la même manière. Plus d'interprétations. Alors tout d'un coup, tout change. Plus de complexités, plus de besoin de procédés, plus d'outils, etc. Eh bien, on tape un peu, on en tape encore un peu, encore et encore.

Au final, il faut alors se poser les questions : Que faites-vous ? Venez-vous des biens immobiliers ou faites-vous office d'agent de police pour le gouvernement, en vérifiant et en passant 70 % de votre temps à faire cela si vous voulez bien faire les choses ? J'espère que ce n'est pas le

cas. J'espère que c'est la solution : que tu dépenses 95 % pour la vente et peut-être 5 % pour les tâches administratives et l'AML, etc. Alors, que se passe-t-il ensuite ?

Eh bien, tu n'es pas prêt parce que l'AMLR est là. Maintenant, l'AMLR pourrait entrer en vigueur en 2027, mais cela ne signifie pas que vous devez vous préparer avant ce moment-là car pour se préparer à ce genre de situation, cela prend des mois et des mois, selon la structure, sa taille. Il peut falloir du temps pour s'organiser, former tout le monde, etc. Bref, tu es assis au point cinq, et nous voilà. Nous sommes maintenant avec une architecture très diversifiée, très large, sans communication entre nous, décentralisée, non conforme au RGPD, etc.

Ainsi, l'échec principal en matière de conformité réside dans ces quatre raisons. La fragmentation, comme nous venons de le dire, beaucoup d'alertes fausses positives. Si vous avez beaucoup d'alertes fausses positives, cela signifie que vous perdez beaucoup de temps parce que vous devez déterminer si ces informations sont vraiment pertinentes pour la personne que vous examinez. Invisibilité Eh bien, si vous n'êtes pas prêt pour un audit, attention, avec les changements de l'AMLR, la vérifiabilité évoluera aussi.

Cela signifie qu'un auditeur peut frapper à la porte, en parlant, et vouloir instantanément voir comment vous êtes organisé et voir les dossiers sur une certaine période, sans vous donner quatre semaines pour préparer cela. Donc l'auditabilité instantanée est une autre raison. La conformité au RGPD, comme nous l'avons déjà dit. Et bien sûr, il y a aussi la saturation d'informations, les propriétaires bénéficiaires ultimes, les structures d'entreprise à plusieurs niveaux, etc.

La complexité ne fait que disparaître. Donc il y a des règles, des alertes, un traitement manuel, une fatigue du personnel, un risque accru, plus de règles, des alertes, etc. C'est un cercle vicieux dans lequel nous sommes. Donc ce cercle doit être brisé, et il faut le briser en s'organisant, en ayant un modèle en place, en ayant la bonne architecture. Donc, quand nous revenons à la question initiale : êtes-vous prêt pour l'AMLR aujourd'hui ou demain, êtes-vous prêt ?

Ce n'est en fait pas la bonne question, car pour être prêt pour l'AMLR, il faut d'abord comprendre quels seront tous les changements. Il faut commencer à l'appliquer. Tu dois commencer à t'organiser. Il faut disposer des bons outils, équipements, procédures, personnes, formations, etc., connaissances à disposition. Donc, c'est vraiment une question de modèle d'un côté, de comment organiser et d'architecture de l'autre.

Donc la réponse est non. Non, car c'est un problème majeur, mais heureusement il y en a un qui peut être résolu. Alors, pourquoi cela a-t-il de l'importance ? Voyez-vous, ces architectures sont construites couche par couche par couche par couche. Nous devons donc trouver un moyen de briser cela, et nous devons dire : d'accord, il nous faut une solution centralisée capable de gérer beaucoup de choses. Donc, quand on dit beaucoup de choses, ce n'est pas seulement le KYC. On l'a déjà dit.

Nous y reviendrons dans un instant. Mais une grande partie de cela repose sur l'automatisation. Comme François vient de nous le dire, ils font beaucoup de ce travail pour nous, donc ils mâchent beaucoup de ces choses à l'avance. Donc, au lieu d'avoir à y aller, vous dites vous-même combien de sources vous allez vérifier, mais si vous allez vérifier

10, 20, 100, 1 000, 2 000 sources, je ne sais pas combien de semaines vous allez faire cela si vous savez déjà quelles sont ces sources.

Donc l'automatisation aidera évidemment à cela. Vous verrez que sur notre plateforme, lorsque vous effectuez une vérification sur la plateforme qui appelle le service LexisNexis, il faut moins de trois secondes pour vérifier avec toutes ces plus de 2 000 sources et déjà les faux positifs sont détectés, etc. Alors, comment cela se compare-t-il à faire les choses manuellement d'une autre manière ? Tout cela se fait dans une solution centrale et est stockée là pour des raisons d'audit, etc.

Évidemment, cela réduit la charge de travail car c'est automatisé, et il y a une gestion centralisée car tout est réuni. Ici, on parle déjà d'obligations. Nous voyons pour la première fois ici le KYB, le KYC et le risque. Donc le KYC est ce avec quoi les gens s'identifient toujours à l'AML, mais en réalité ça commence par KYB. Si vous n'êtes pas organisé, que vous connaissez votre entreprise, que vous faites votre évaluation interne des risques, que vous rédigez votre politique interne sur la LBC, que vous écrivez vos procédures internes sur la LBA, que la formation soit prête, que vous formez chaque employé au moins une fois par an et que vous prouvez que vous les avez formés, etc.

Ce sont tous des éléments KYB, et pour un auditeur, c'est très simple. C'est la première chose qu'ils pourraient demander, et ils répondent : « Montre-moi comment tu es organisé. » Tu n'es pas prêt avec ça ? Eh bien, si tu échoues, tu paies. Le KYC est un domaine que nous connaissons le mieux, où nous vérifions les personnes, physiques et morales, pour trouver les bénéficiaires bénéficiaires finaux, etc. Mais il y a une autre partie là-dedans.

Nous sommes dans un secteur très spécifique, l'immobilier, et l'immobilier lui-même comporte des risques associés. Nous parlons donc du bien lui-même, du bien, de la transaction du bien, de l'objectif de la transaction, de l'emplacement du bien. Il existe tout un ensemble d'éléments qui peuvent déterminer un risque supplémentaire pour cette transaction. Donc, si nous pouvons réduire la charge de travail, nous le ferons aussi en diminuant les faux positifs et la quantité de recherche que nous devons faire nous-mêmes.

C'est donc quelque chose sur lequel nous devons vraiment travailler. Et puis, bien sûr, il faut être prêt et, en parlant, c'est probablement une exagération. Vous devez être prêt en moins d'une heure pour reconstituer un dossier complet d'audit. Donc si quelqu'un dit : « Montrez-moi cette transaction spécifique », ou « Montrez-moi, pendant cette année, pendant ces trois mois, toutes les transactions que vous avez faites avec toutes les personnes impliquées, avec tous les chèques que vous avez faits, donnez-moi ça maintenant. » Nous entrons donc dans un autre monde où l'audit n'est plus un événement du genre « Oh mon Dieu, ils vont me faire un audit. » Non, ça va devenir normal.

Transparence totale, il suffit d'appuyer sur le bouton pour répondre à toutes les questions. Donc, pour en tirer des conclusions, la bonne question à poser est plutôt : comment pouvons-nous mettre en œuvre une architecture moderne qui nous aide à être conformes avec le moins d'efforts et de coûts possibles ? Parce qu'une grande partie de la main-d'œuvre est très coûteuse, et si vous arrivez même aux contrôles et à tout ce que vous devez faire avec cette main-d'œuvre, c'est une autre question, ce qui vous expose alors à beaucoup d'amendes parce que vous n'avez pas fait tout ce que vous deviez faire.

Actuellement, les outils utilisés, les petits outils individuels qui peuvent servir à leur propre usage, ce qu'ils font bien, je ne dis pas cela, mais ils ne suffisent pas à couvrir l'ensemble des obligations. Donc la fragmentation n'est pas quelque chose que l'on peut mettre à l'échelle. Donc, si cela devient de plus en plus compliqué, qu'il faut faire de plus en plus de diligence raisonnable et de vérifier des vérifications, alors cela ne sera plus maintenable sur le long terme. En d'autres termes, ajouter plus d'outils et de processus, etc., ne fera qu'augmenter la complexité et les coûts et ne résoudra pas votre problème.

Donc oui, il nous faut passer à un nouveau modèle, un modèle intégré tout en un et sécurisé, basé sur l'automatisation, l'orchestration, utilisant l'IA et offrant une traçabilité qui offre efficacité, cohérence et préparation à l'audit. Une solution centralisée, sécurisée et conforme au RGPD, spécifiquement pour l'immobilier. C'est donc là que nous avons construit, au cours des trois dernières années, une plateforme appelée Imosurance. C'est la première solution européenne tout-en-un pour les entreprises immobilières.

Et en fait, je crois que Julian l'a déjà mentionné, c'est la première solution verticalisée au monde pour n'importe quel secteur aujourd'hui. Et donc nous commençons par l'immobilier, et nous verrons d'autres secteurs suivre, j'en suis presque sûr. Donc c'est construit pour l'immobilier, celui-ci. C'est donc pour les agences immobilières, les promoteurs immobiliers. Parce que ce ne sont pas seulement les agences qui sont obligées, mais aussi toute personne qui fait réellement des transactions immobilières.

Nous commençons en Europe. C'est une initiative européenne, mais cela ne signifie pas que c'est un problème mondial. Et nous avons clairement l'ambition de nous étendre sur d'autres continents du

monde car le concept principal est le même, alors que certaines règles peuvent être différentes. Certaines personnes disent qu'au Royaume-Uni, ils sont sortis de l'UE, le Brexit. Eh bien, ils ont toujours des obligations AML, donc la solution Assurance serait également valable pour ce segment.

Mais si vous allez aux États-Unis ou ailleurs, ce sera le même. Et comme je l'ai dit, c'est une plateforme intégrale tout-en-un qui fournit de l'automatisation. Ça va ? Je ne vais pas passer en revue tous ces points, mais ce sont essentiellement les domaines que l'Assurance couvre. Ne vous inquiétez pas, vous recevrez une copie de cette présentation ainsi que de la vidéo, pour pouvoir la regarder discrètement plus tard.

Mais nous gérons tous ces domaines différents. Connaissez votre entreprise, connaissez votre client, tout ce qui concerne le stockage d'informations et de données, la vérification des traces d'audit, la conformité au RGPD. Et bien sûr, il y a aussi une petite armée, j'aime l'appeler, de soutien derrière cela pour que nous puissions vous aider. Ce ne sont plus seulement les gens, il y a aussi des guides d'intégration, des vidéos tutoriels, de l'aide contextuelle à l'écran. Il y a même des assistants virtuels qui utilisent l'IA, etc.

Cela m'amène à vous montrer le système. Ce que je vais faire, c'est que nous n'avons pas beaucoup de temps, et je vais essayer de faire court le plus possible, mais vous donner au moins une idée de l'apparence et des éléments clés ici. Permettez-moi de conclure un instant. Et maintenant vous voyez un écran de connexion, n'est-ce pas ? Donc, dans cet écran de connexion, ce que je vais faire, c'est me connecter à un utilisateur de démo.

Cela équivaut à un responsable conformité dans une entreprise. Désormais, chaque personne au sein d'une entreprise doit respecter ses obligations, la compréhension et l'exécution de la LBC. Cela signifie donc que ce n'est pas à une seule personne de tout centraliser. Non. Il se peut qu'il y ait une personne qui en soit centralement responsable, oui, c'est l'agent de conformité. Mais chaque personne doit savoir ce qui se passe, quelles sont les procédures, les politiques, doit être formée.

Il faut montrer qu'ils sont formés, etc. Et s'ils effectuent une transaction elle-même, ils doivent aussi être impliqués dans la documentation de cette transaction. C'est pourquoi cette plateforme est organisée de manière à être conçue pour tout le monde dans une entreprise immobilière. Alors que l'agent de conformité ou l'administrateur, si vous le souhaitez, sera celui qui aura l'entière responsabilité, comme l'ombrelle sur tous les autres utilisateurs, qui peut décider qui et quoi, etc., se passe sur cette plateforme, et qui aura aussi une visibilité sur toutes les informations de chacun.

En tant qu'utilisateur individuel, je n'ai que les informations qui me concernent, c'est-à-dire les informations KYB que je dois avoir, les formations que je peux suivre, la certification que je peux faire, et de l'autre côté, mes transactions, mes clients, ma transaction, mes biens en cours de transaction. Il y a un autre rôle, celui de l'auditeur. Nous avons donc plusieurs postes d'auditeur disponibles. Donc, si un audit devait avoir lieu, il est possible que vous remettiez cela à l'auditeur et que vous lui disiez : « Écoutez, voici la clé de ma voiture. Conduis juste avec et tu trouveras tout à l'intérieur quand tu entreras. » Et bien sûr, les rôles ont des protections.

Un auditeur ne pourra pas faire de modifications, etc. Et il existe des moyens de limiter ce à quoi l'auditeur peut accéder. Il y a donc plusieurs choses. Et enfin, l'application est disponible en 14 langues. Cela signifie que n'importe laquelle de ces langues fait partie du système. Vous pouvez utiliser la plateforme dans toutes ces langues. Il y a beaucoup d'informations dans toutes les langues. Je ne dis pas que tout sera toujours traduit, mais je dirais que 99 % est sûrement entièrement traduit.

Et quand je me connecte, c'est aussi un moyen sécurisé. Quand je vais me connecter, il va en fait me demander d'identifier qui je suis. Il y a donc une sécurité à plusieurs niveaux. Je vais donc entrer ici et vérifier qui je suis. Et boum, j'en suis. Très bien. Donc, pour l'instant, comme c'est la première fois que je me connecte, ça me donne une visite complète de tout ce qui se passe. Il y a donc beaucoup de ce genre de guides pour que je puisse rapidement apprendre où se trouve quoi.

Donc plusieurs pages, vous trouverez cela. Ça ressemble un peu à un système CRM parce que c'est littéralement très proche de ce que c'est, mais il s'est ensuite concentré sur la partie anti-conformité à la blanchisserie financière. Il y a aussi une intégration avec des logiciels tiers. Nous avons des IA ouvertes, donc avec le temps elles seront de plus en plus intégrées. Et vous verrez aussi cette petite maison à droite, qui est en fait un assistant virtuel où vous pouvez poser vos questions.

Vous pouvez poser des questions sur la législation, vous pouvez poser des questions sur la manière de faire quelque chose sur la plateforme. Cela vous donnera aussi des réponses dans la langue que vous posez, car je peux toujours changer et poser n'importe quelle question dans n'importe quelle langue. Maintenant, quelques éléments de base. Vous

avez un menu à gauche. Vous avez une barre en haut, qui est ma barre personnelle, où je peux créer mes propres raccourcis.

Donc si je veux ne pas utiliser ce menu à gauche, je peux simplement le faire. J'ai aussi plusieurs réglages. Je peux même intégrer mes e-mails, mon calendrier, etc., des fonctions CRM typiques, ce que vous n'avez pas besoin de faire. Et puis d'autres choses de ce côté-ci aussi.

Recherches directes dans la base de données, FAQ, création de clients, d'objets et de dossiers. Qu'est-ce que c'est ? Un dossier est une transaction, soit une transaction de vente, soit une transaction de location dépassant 10 000 € par mois.

Un objet est un bien immobilier et un client, eh bien, est soit un vendeur, soit un acheteur, un locataire, un propriétaire, quel que soit son rôle. N'est-ce pas ? Et cela peut être des personnes physiques ainsi que des personnes morales. Maintenant, tous ces éléments, vous pouvez les créer manuellement, mais vous pouvez aussi les importer. Ils peuvent être importés entièrement automatisés via une API, comme je l'ai déjà mentionné. Et puis nous avons des assistants d'importation, qui sont des méthodes intelligentes qui font correspondre automatiquement les données et transmettent rapidement les données d'un système externe dans ce système également.

Donc vous n'avez pas besoin de tous les créer manuellement.

Maintenant, sur le tableau de bord, je vois mes éléments spécifiques. Je suis, comme je l'ai dit, l'administrateur ou le responsable de la conformité, donc je vais voir plus que les autres. Donc, je vois en gros toutes les transactions. Je vois des rapports potentiels, peut-être pas de moi, peut-être d'une autre personne, d'un autre responsable. Je peux aussi gérer les programmes de formation. Ici, le système propose des supports de formation que je peux ensuite attribuer aux gens, et c'est

essentiellement une formation à la conformité issue de 14 vidéos et questions différentes avec certification, etc.

Et ensuite, vous pouvez aussi créer votre propre programme. Donc, tout le monde est invité à utiliser le matériel de formation que nous avons fourni, à utiliser les tests qui y figurent, ou à créer son propre programme, ses propres formations, ses propres questionnaires, puis ses propres certifications. Et un petit détail, c'est que vous n'êtes pas obligé de l'utiliser uniquement pour la LMA. Vous pouvez l'utiliser comme plateforme de formation si vous le souhaitez, pour toute formation dans votre organisation.

Donc c'est un cadeau qu'on vous offre. Tu peux le faire avec n'importe quel entraînement que tu veux. Et puis il y a aussi l'histoire de l'agent anti-blanchisserie, du soutien, etc., de sorte qu'avec le temps, nous savons qui était responsable chaque fois que nous avons un audit. Puis les politiques internes. Nous avons aussi quelques-exemples, si vous voulez les voir. Nous pouvons aussi fournir ces services. Et en gros, vous pouvez alors créer votre propre structure avec toutes ces politiques.

Mais ils doivent bien sûr être totalement pertinents pour votre entreprise. Nous ne suggérons donc pas de simplement les copier et de les mettre tels quels. Ils doivent être faits sur la base d'une auto-évaluation. Et puis il y a aussi les procédures. Vous pouvez avoir autant de procédures que nécessaire pour tout ce que vous devez faire pour la LBA. Toutes ces informations sont liées à KYB et sont accessibles à tous dans l'organisation car tout le monde a accès à cette plateforme.

Vous avez donc l'obligation d'en informer. Eh bien, ici, vous informez tout le monde dans votre organisation. Parfois, on se pose la question :

« Mais ce ne sont que les employés ? Parce que nous avons aussi des travailleurs indépendants qui en font partie. » Non, il s'agit de toute personne travaillant dans ou pour votre entreprise, quel que soit le statut contractuel que vous avez avec eux. Vous devrez donc leur fournir un utilisateur. Maintenant, le rôle sera bien sûr différent.

Comme je l'ai dit, ils n'auront accès qu'à leurs propres transactions, mais ils ont accès et visibilité pour faire tout au sens global.

Maintenant, si on veut juste regarder, par exemple, laissez-moi en choisir quelques-unes ici. Je vais regarder un dossier, et ça va ouvrir un dossier. Sur le dossier, encore une fois, je vais faire une visite guidée comme celle-ci. Si je veux le regarder, je peux aussi le regarder expliquer. Tu as déjà remarqué qu'il y a plusieurs boutons.

Ce sont des boutons très importants pour le dossier. Il y a une section qui parle de la transaction elle-même. Dans ce cas, c'est une vente, une vente résidentielle où le bien a été vendu pour 2,5. Il y a quelques frais de clôture, des fonds personnels, etc. Nous précisons donc quelles sont les parties financées, quelles sont les fonds personnels. Il se peut donc qu'il y ait des risques associés si tout se fait avec des fonds personnels.

Ça pourrait l'être. Et en fait, le module de risque présent dans le système est préconfiguré pour certaines choses. Mais vous pouvez aussi, pour votre entreprise, si vous dites « Eh bien, je veux rendre ça plus strict », vous pouvez ajouter vos propres facteurs de risque qui influencent la détermination du risque. Comme ici, il y a un risque élevé. Nous verrons ce que c'est, mais il y a un risque élevé sur cette transaction. Maintenant, il y a une propriété ici.

Maintenant, tu peux aller voir. C'est une propriété sans rénovation. C'est aussi important, car cela devient de plus en plus important quand

on a une propriété, disons en ruines, qui doit être rénovée. Eh bien, où se fait le véritable lavage d'argent ? Ce n'est pas dans l'achat de cette propriété, mais ça pourrait l'être dans la rénovation. Donc ça attire l'attention. Il se peut donc qu'il y ait des signaux d'alerte, et vous pourrez aussi aller voir ces propriétés.

Vous pouvez même y mettre des images si vous voulez le rendre plus visible, des documents, etc. Vous pouvez même avoir ici des liens cartographiques directs indiquant où se trouvent ces propriétés, car cela peut aussi être un facteur de risque qu'elles soient placées dans une zone spécifique. Ensuite, il y a les sections des vendeurs et des acheteurs. Ici, nous avons trois personnes naturelles. Il y a aussi une entreprise que je peux développer. Ah, et cette société appartient à une autre société, et en dessous se trouvent certains propriétaires bénéficiaires ultimes.

Ce ne sont que des exemples. Ce ne sont pas de vraies personnes non plus, même si cette personne, nous allons la voir dans un instant. Cette personne, c'est par hasard si nous avons mis cela là-dedans, puis nous avons fait une vérification et trouvé des choses intéressantes sur cette personne, que je vais vous montrer. Et puis il y a d'autres personnes là-dedans, et les acheteurs aussi. Maintenant, celui qui est en phase avec ce type, c'est le Premier ministre de Belgique.

Alors on l'a mis là-dedans parce qu'il est un PEP. Donc c'est un PEP, et c'est pourquoi nous identifions automatiquement qu'il est un PEP. Donc, si vous allez voir le rapport de sélection des clients, nous verrons qu'il y a une personne ici et que nous avons une correspondance. Et dans ce match, on verra en fait que Bart De Wever est cette personne qui vit là-bas et qui est associé à toutes ces choses de cette période.

Tous les liens, ça vient de nos amis de LexisNexis. Ce sont des liens directement accessibles, et vous pouvez en lire n'importe lequel d'entre eux. Mais comme vous pouvez le voir, c'est très complet. Donc si vous deviez faire des recherches manuelles sur ce sujet, eh bien, bonne chance. C'est presque impossible. Ce sont donc toutes des choses que vous pouvez vérifier, et évidemment, ce n'est pas parce qu'ils sont considérés comme des criminels en soi, mais dans ce cas, ils sont un PEP.

Donc cette personne, nous devons la gérer avec prudence et faire une diligence raisonnable supplémentaire. C'est donc un bon indicateur de cela aussi. Au contraire, quand je regarde ce M. Paul Watts ici, et que je regarde son rapport client et les réponses de tout ce que nous avons fait plusieurs fois, ils ont trouvé plusieurs personnes. Dans ce cas, ils ont trouvé un certain Paul Watts et un certain Paul Michael Watts. Et dans le système, nous avons déjà identifié la vraie correspondance et en gros écarté l'autre.

Maintenant, on les voit toujours au cas où vous auriez fait une erreur. Tu pourrais toujours annuler ça. Et tu peux déjà aller voir ce qui se passe ici. Et maintenant, ça sent un peu plus. Nous constatons des problèmes liés à la Financial Services Authority. C'est donc probablement quelque chose dont il faut se méfier. Ainsi, en fait, cette personne a été associée à un crime financier et est donc également considérée comme un risque. Vous pouvez maintenant voir des calculs automatisés de risque.

Vous comprenez pourquoi cela signifie essentiellement, d'accord, documentaire biométriquement non vérifié, KYC complété, etc. Cela peut donc signifier que vous n'avez pas fait certaines choses et que c'est pourquoi elle est encore jaune et pas encore rouge ou verte. Mais

ensuite, on passe au sommet du résumé des risques. Et dans le résumé des risques, j'ai un aperçu de toutes les personnes présentes, et nous déterminons deux choses différentes.

Nous déterminons un risque calculé et ce que nous appelons un risque auto-évalué. L'un des points importants est que vous ne pouvez pas vous fier uniquement à un outil. Je suis désolé, Vincent, nous ne pouvons pas simplement compter sur tes connaissances qui passent par les API jusqu'à notre plateforme. Il faut toujours les interpréter, les relire, et les interpréter selon que vous êtes d'accord ou pas. Le but principal est que cela soit auditable. Donc, si vous avez fait cela, l'auditeur va dire : « Attendez une seconde », car, par exemple, ici nous avons calculé cette personne comme étant à risque moyen, et pourtant vous dites que c'est un risque élevé.

Pourquoi as-tu fait ça ? Tu peux juste aller voir. Ce que je vois ici, c'est qu'il n'y a eu aucune identification, biométrique ou documentation sur cette personne. Ce n'est déjà pas bon car même si vous avez une copie ou un scan PDF à partir d'une pièce d'identité en main, êtes-vous expert en détection de fraude sur les documents ? Je ne pense pas. Donc, quand on dit qu'il faut faire le meilleur de ses capacités en matière de diligence raisonnable, cela signifie utiliser ce qui est disponible pour éviter ces erreurs.

Donc cela ne s'est pas produit. Il n'y a donc aucun risque calculé sur l'identification ici. Il y a une identification sur le KYC. Toutes ces sources ont donc été vérifiées, puis on fait la moyenne des deux ensemble, ce qui rend le risque moyen. Cela pourrait être à haut risque. Et nous ajoutons aussi du module de risque d'autres facteurs qui, dans ce cas, n'ont rien changé. Par exemple, la personne ici vient de dire : « Non, je connais cette personne », donc vous pouvez aller voir.

Maintenant, un client l'a vérifié manuellement avec plus de 10 bases de données, blabla, et maintenant il n'a trouvé aucune correspondance. Eh bien, bonne chance. Dix bases de données. Youpi. Je ne sais pas si c'est suffisant, mais... D'accord, voici ta déclaration à l'auditeur plus tard. Si l'auditeur est satisfait, tant mieux. Si l'auditeur dit : « Eh bien, je suis désolé, vous n'avez pas fait suffisamment de diligence », vous pourriez avoir des ennuis. Au contraire, ici, ils ont dit non, ils n'ont pas donné de raison.

Je vais mettre ça en haut risque. Peut-être. Et alors le risque devient aussi élevé. Et c'est aussi pour cela que tout le dossier est devenu risqué, car à ce moment-là, on entre dans un drapeau rouge. Eh bien, cela alerte en gros toute la transaction. Donc cela se fait sur tous, puis il y a des commentaires placés par des gens. Nous savons qui l'a fait. M. Thomas Kaplan, je crois, est également en ligne avec nous ici.

Cela a suscité quelques commentaires depuis une certaine adresse IP, et nous pouvons aller voir les détails si des documents ont été attribués également. Enfin, il y a aussi un rapport. Certains disent donc : « Oui, mais un auditeur ne veut pas aller examiner tous ces écrans. » Très bien. Pas de problème. Nous pouvons générer des rapports, et je crée maintenant un rapport en temps réel pour l'ensemble du dossier. Ce qui m'explique chaque chose que j'ai vue individuellement sur tous ces boutons que j'ai cliqués.

Ce rapport qui est sorti ici est également dans toutes les langues disponibles sur notre plateforme, et c'est quelque chose que je pense important car l'auditeur peut parler anglais mais ne souhaite pas parler ou comprendre l'anglais lors de l'audit. Donc cela est disponible

en roumain, albanais, grec, italien, français, etc. Donc toutes les informations que je viens de donner y sont mentionnées.

Quelles vérifications avons-nous faites ? Quand l'avons-nous fait, et quand les résultats ont-ils été reçus ? Quel en a été le résultat ? Vous pouvez aussi accéder à ces liens que nous venons de voir. Donc tout est là. Vous pouvez donc faire cela en fonction du dossier réel, ou vous pouvez le faire sur un individu. Une fois que vous avez fait cela, vous pouvez obtenir un historique de rapport. Ainsi, tous les rapports qui ont été générés par le passé y restent. Vous ne pouvez pas supprimer ces options.

Ça va ? Donc vous pouvez toujours ouvrir n'importe lequel de ceux-là, que ce soit un dossier comme celui que je viens de rédiger maintenant, et là, je vois qu'il est presque sept heures, alors je vais me dépêcher. Et puis je vois aussi des rapports clients ici, comme je le vois. Et je crois que si je changeais de langue et que je la générerais, elle se générerait aussi dans l'autre langue. D'accord ? Exact. C'est donc le cœur du problème. Il y a bien plus à dire sur l'ensemble de la plateforme.

Par exemple, on nous demande : eh bien, quand une transaction est annulée avant la fin de la transaction, doit-on alors supprimer les documents ? Eh bien, ça dépend. Cela dépend de ce que dit la loi, des documents que vous devez supprimer immédiatement, et de ceux que vous ne devez pas supprimer. Nous avons mis en place à la fois une politique de suppression par type de document et une politique d'expiration : quand, après combien d'années, devons-nous supprimer lors d'une transaction réussie ?

D'accord ? Donc toutes ces choses. Maintenant, il y a d'autres choses. Nous avons tous les détails, les chronologies des événements. Nous

avons l'exécution. Nous pouvons exécuter directement pour un client spécifique. Je pourrais effectuer une identification documentaire et biométrique. Par défaut, il est ici défini comme un SMS. Vous pouvez changer cela en un e-mail. Si je clique là-dessus, en ce moment, ils recevraient un SMS dans lequel ils doivent prouver qui ils sont.

Cela signifie qu'ils doivent scanner une pièce d'identité officielle valide. Ils doivent suivre étape par étape le processus qu'ils doivent suivre, puis ils doivent essentiellement capturer leur visage où la circulation sanguine de la pupille est vérifiée pour confirmer que c'est bien la personne. Ensuite, nous vérifierons si cette personne apparaît dans une autre base de données avec le même visage mais avec un nom différent. Donc toutes ces choses, des choses que tu ne peux absolument pas savoir si une personne s'assoit juste devant toi et que tu fais une transaction avec elle.

La deuxième chose n'implique pas la personne, qui est en gros le KYC contre la personne. Donc si je cliquais dessus maintenant, ça prend une, deux, trois secondes, et j'ai déjà tout récupéré de LexisNexis. Je pouvais donc trouver toutes les informations déjà présentes dans le dossier. Je peux créer un rapport. C'est donc le temps que nous prenons pour vous assurer que vous n'avez pas de problème avec cette personne.

Rien ne vaut ce que nous faisons ici car nous avons accès à la base de données la plus vaste, la plus profonde et la plus intelligente au monde, et nous le faisons en moins de trois secondes. C'est donc très important. D'accord ? Exact. Je vais donc revenir à la présentation proprement dite maintenant, et plus tard, nous pourrons aussi poser des questions sur ce que je vous ai montré. Alors laissez-moi rouvrir ceci. Exact. C'est parti.

Ce que nous avons préparé pour vous, c'est que vous vous enregistriez chez Imosurance. Et pour ceux qui restent ici jusqu'à la fin et qui voient ce message, nous avons en fait préparé un bénéfice supplémentaire si vous vous inscrivez dans les 48 prochaines heures. Non seulement nous proposons des tarifs spéciaux, que nous appelons early bird, disponibles jusqu'à fin juin. Nous voulons donc motiver les gens à agir, à commencer à s'engager dans cette situation et à être prêts pour cette conformité aujourd'hui, non seulement pour demain, mais aussi aujourd'hui, car n'oubliez pas, vous pouvez obtenir un audit aujourd'hui sans être conformes et payer de lourdes amendes.

Nous l'avons vu à Madrid, une amende de plus de 300 000 €, et je suis sûr qu'il y en a pas mal d'autres que nous pourrions apporter. Nous voulons donc éviter cela, et si vous voulez commencer à être conforme demain, vous pouvez le faire. Dans les 48 prochaines heures, vous bénéficiez de 10 % de réduction sur un prix déjà exceptionnel pour le early bird. Voici l'URL. Nous partagerons cette URL avec vous après la réunion également. Il suffit de cliquer dessus, et en gros, vous allez vous inscrire.

Vous vous enregistrez donc avec l'email du responsable de conformité. Vous remplissez ensuite les informations de l'entreprise, combien de personnes travaillent pour l'entreprise, l'adresse légale, etc., et ensuite le prix sera calculé pour vous, et ces 10 % supplémentaires seront automatiquement déduits. Ça va ? Donc cela est disponible jusqu'à dans deux jours. Exact. Je voulais faire l'inverse. Nous allons donc maintenant ouvrir la séance de questions-réponses, et je crois que Julian a examiné, je n'ai pas encore eu l'occasion de vérifier s'il y avait des questions.

Et si vous n'avez pas de questions, c'est aussi bien car il se passe encore une autre chose, à savoir que nous offrons une licence d'entreprise gratuite à l'un des participants qui est encore en ligne ici. Alors Julian, y a-t-il quelque chose à répondre ?

Intervenant 2 :

Eh bien, s'il n'y a pas de questions, vous pouvez toujours les contacter, bien sûr, mais c'est le moment de faire appel à nos experts. Sinon, je vais exporter la liste des personnes qui nous supportent encore, et voyons qui sera notre chanceux gagnant pour notre tombola. Le gagnant, comme vous le savez tous, recevra une licence d'un an pour les assurés entièrement gratuitement. D'accord. Et nous avons notre gagnant, c'est Jose Saavedra d'Espagne.

Félicitations. Veuillez confirmer que vous êtes toujours en réunion, actif avec nous.

Intervenant 1 :

Je ne pense pas que tu puisses parler, mais bon, fantastique.

Intervenant 2 :

Le voilà.

Intervenant 1 :

D'accord.

Intervenant 2 :

D'accord. Félicitations, Jose. Nous vous contacterons pour discuter de la manière de configurer votre licence. Et si vous n'avez pas de questions, je tiens à remercier Geert et Vincent pour leur expertise et tout ce qu'ils nous ont apporté aujourd'hui. S'il y a quoi que ce soit, bien sûr, nous restons en contact, et vous pouvez communiquer avec nous.

Intervenant 1 :

Merci à tous. Merci, Vincent, aussi pour ta contribution aujourd'hui. Et comme je l'ai dit, nous avons l'enregistrement pour celui-ci, donc nous aurons une transcription. Nous avons la présentation, le lien, etc. Tout sera envoyé à tous les participants à cette réunion. Alors merci beaucoup.

Intervenant 3 :

Merci à tous d'avoir participé. Merci, Geert. Oui, c'était super.

Intervenant 1 :

Merci. Bonne soirée.

Intervenant 3 :

Au revoir à tous.